

En mémoire de Marc Bloch. Retour sur l'Apologie pour l'histoire

In: Genèses, 17, 1994. Les objets et les choses. pp. 122-139.

Citer ce document / Cite this document :

Noiriel Gérard. En mémoire de Marc Bloch. Retour sur l'Apologie pour l'histoire. In: Genèses, 17, 1994. Les objets et les choses. pp. 122-139.

doi : 10.3406/genes.1994.1268

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1994_num_17_1_1268

En mémoire de Marc Bloch

Retour sur *l'Apologie* pour *l'histoire*

Gérard Noiriel

1. Étant donné que cet article est centré sur *l'Apologie*, j'attribuerai à Marc Bloch des analyses qui étaient aussi, pour la plupart, celles de Lucien Febvre. J'ai souligné dans un autre article le rôle essentiel qu'a joué ce dernier dans l'élaboration de cette nouvelle conception de l'histoire ; je n'y reviens pas ici. Cf. Gérard Noiriel, « Pour une approche subjectiviste du social », *Annales ESC*, oct.-déc. 1989, pp. 1435-1459.

2. Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*. Édition critique préparée par Étienne Bloch, avec une préface de Jacques Le Goff, Paris, A. Colin, 1993, p. 69. Sauf indication contraire, toutes mes références sont tirées de cette édition.

3. Ces dernières années, l'ouvrage a surtout fait l'objet d'un travail méticuleux d'exégèse qui a permis d'exhumer les différentes versions du texte et les conditions de leur rédaction ; cf. notamment, M. Wessel, « Réflexions pour le lecteur curieux de méthode. Marc Bloch et l'ébauche originelle du *Métier d'historien* », *Genèses*, n°3, mars 1991, pp. 154-161 ; M. Mastrogregori, « Le manuscrit interrompu. *Métier d'historien* de Marc Bloch », *Annales ESC*, n° 1, janv.-févr. 1989, pp. 155-168 et le bulletin de l'Association Marc Bloch qu'animent Bertrand Müller et Peter Schöttler.

4. Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1971 et Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975.

Pour honorer la mémoire de Marc Bloch fusillé par les nazis il y a tout juste un demi-siècle, le 16 juin 1944, je voudrais revenir ici sur son « testament » d'historien, *l'Apologie pour l'histoire*. Ce livre, inachevé, rédigé pendant la Résistance, mais publié seulement après sa mort, présente les grandes lignes de la nouvelle conception de l'histoire qu'il a contribué à élaborer, pendant l'entre-deux-guerres, avec Lucien Febvre¹. S'il paraît utile de revenir aujourd'hui sur ce texte, c'est non seulement parce que nous disposons depuis peu d'une nouvelle édition, beaucoup plus complète que la précédente², mais aussi parce qu'il reste, selon moi, beaucoup à dire sur son contenu³. L'ouvrage a rencontré, dans les années qui ont suivi sa publication, un écho mondial, devenant l'une des œuvres emblématiques du courant des *Annales*. Néanmoins, à partir des années 1970, la nouvelle génération des historiens liés à la revue, s'est détournée de *l'Apologie*. L'ouvrage n'est pas cité dans les deux livres majeurs de Paul Veyne et Michel de Certeau⁴ sur l'écriture de l'histoire. De même, il n'est pas mentionné une seule fois dans les trois volumes qui présentent les nouvelles tendances de la recherche historique, dirigés par Jacques Le Goff et Pierre Nora⁵. La lecture que fait Georges Duby de *l'Apologie* dans l'édition de poche, publiée elle aussi en 1974, est même franchement négative. Dans un texte d'une dizaine de pages, à peine deux concernent directement l'ouvrage ; le reste évoquant la carrière de Marc Bloch et son œuvre empirique. Georges Duby décrit *l'Apologie* : comme un « grand texte (qui) a vieilli. Il déçoit. Un peu trop feutré, chuchotant. Engoncé, englué bien sûr dans ce que nous pouvons aujourd'hui apercevoir comme une épaisseur désuète de traditions et d'habitudes. Quantité de scories résiduelles l'encombrent »⁶. Vingt ans après, le même ouvrage suscite des réflexions bien différentes : « Un livre comme celui-ci conserve en 1993, une grande part de

sa nouveauté, de sa nécessité» écrit Jacques Le Goff dans la préface rédigée pour la dernière édition, et il ajoute : «Il faut repartir de ce livre»⁷. L'examen des principales thèses développées par Marc Bloch nous permettra de comprendre pourquoi, depuis cinquante ans, il a suscité des interprétations aussi contradictoires et ce qu'il peut apporter à la réflexion actuelle sur l'histoire.

«Rendre des comptes»

Si, comme cela a été souvent souligné, le «présent» occupe une place décisive dans *l'Apologie*, c'est parce que Marc Bloch refuse l'idée d'une coupure entre le sens commun et le monde savant. Puisque l'histoire est un métier, celui qui l'exerce – comme tout autre «travailleur» (terme qui revient fréquemment sous sa plume quand il parle de l'historien) – doit «rendre des comptes» à la société qui le rémunère. A un moment où la France s'effondre, où le citoyen Marc Bloch – dans l'autre ouvrage qu'il a rédigé peu de temps auparavant⁸ – demande aux dirigeants du pays – et au-delà à toutes les composantes de la société française – de s'expliquer sur cette faillite collective, il estime normal que les historiens eux-aussi soient amenés à se justifier. Dans des circonstances aussi dramatiques, comment ceux-ci pourraient-ils échapper aux interrogations du sens commun concernant la légitimité de l'histoire ? Le terme «histoire» ne renvoie pas ici à une entité abstraite et anonyme. Au-delà de la responsabilité collective de la corporation, c'est son propre rôle d'historien que Marc Bloch passe au crible, comme il a examiné peu de temps auparavant son rôle de citoyen dans *l'Étrange défaite*. Et il nous fait comprendre, à demi-mot, combien est douloureuse pour lui cette «auto-analyse» : «quel artisan vieilli dans le métier, s'est jamais demandé, sans un pincement au cœur, s'il a fait de sa vie un sage emploi ?» (p. 69).

En dépit de la conjoncture exceptionnelle dans laquelle a été écrite *l'Apologie*, ces propos ne peuvent pas être vus comme de simples «confidences». On peut estimer, au contraire, qu'ils représentent le fil conducteur de tout le livre. Dès les premières lignes, il précise que toute son analyse est un plaidoyer en faveur de la recherche historique : «Affaire au lecteur de décider, ensuite, si ce métier mérite d'être exercé.» (p. 74) Comme l'a souligné Jacques Le Goff dans sa préface, les préoccupations éthiques constituent la clé de l'ouvrage, bien qu'elles ne fassent pas, en tant que telles, l'objet d'une étude approfondie. Marc Bloch considère, implicitement, qu'il n'a pas à démontrer que ses interrogations sur la légitimité de l'histoire sont elles-mêmes légitimes car c'est une question qui ne relève pas de la réflexion scientifique. Il s'agit d'une *position de principe*, un postulat de départ à partir duquel se déploie toute sa réflexion.

Prendre ses distances avec le «présent» pour mieux le servir

Il faut insister sur la dialectique des rapports que l'historien entretient avec le «présent» dans la perspective proposée par Marc Bloch. S'il doit répondre aux exigences du monde social dans lequel il vit, l'historien ne peut être utile aux hommes de son temps qu'à la condition de *prendre ses distances* par rapport à sa propre société. Toute la question de la légitimité de l'histoire est liée à cette dialectique présence/distance. Pour défendre la cause de la discipline devant le sens commun, Marc Bloch avance trois types d'arguments. D'abord l'histoire peut procurer du plaisir à celui qui la pratique (en professionnel ou en amateur) et à celui qui la «consomme» (les lecteurs). Mais il ajoute immédiatement que si l'histoire ne remplissait pas d'autre fonction sociale que celle-là, elle serait un «gaspillage de forces absurde au point d'être criminel» (p. 72). Si ce n'est pas

le cas, c'est parce que la recherche historique peut revendiquer deux autres formes de légitimité liées entre elles. L'histoire contribue au développement des connaissances scientifiques et, de ce fait, elle peut être utile à la société. Tout en refusant de confondre la légitimité et l'utilité d'une discipline, Marc Bloch n'en estime pas moins qu'une science n'est vraiment complète que si elle peut «nous aider à mieux vivre» (p. 73). Et il souligne qu'en bien des cas la connaissance du passé peut, non seulement, éclairer le présent, mais servir les hommes dans leurs actions.

Prouver la légitimité de l'histoire revient donc, ici, à démontrer qu'elle apporte une contribution spécifique à la science, susceptible de servir l'humanité. L'un des axes essentiels de l'argumentation qu'il déploie concerne le problème de l'autonomie de la recherche historique, par rapport aux autres formes d'activité intellectuelle. En effet, un métier, quel qu'il soit, ne peut être légitime que s'il remplit une fonction bien particulière dans la société. Si l'historien ne faisait que paraphraser le sens commun, il ne pourrait pas justifier son rôle professionnel. C'est en fonction de ces considérations pratiques que Marc Bloch définit l'histoire comme «la science des hommes dans le temps». A partir du moment où l'on abandonne le «légalisme physique» (p. 76) des positivistes, l'histoire peut revendiquer le statut de science au même titre que la physique ou la chimie. Ce qui la différencie des sciences de la nature, c'est qu'elle a pour objet les hommes. C'est pourquoi la compréhension du sens de leurs actes constitue sa tâche fondamentale (d'où l'importance que Marc Bloch accorde à la «psychologie»). Mais si l'histoire ne se confond pas avec les autres sciences humaines, c'est parce qu'elle privilégie la dimension temporelle dans son étude des individus. Marc Bloch affirme avec force que l'histoire n'est pas la science du passé, car il estime que le temps n'est pas une donnée qui lui soit spécifique. Toutes les sciences doi-



5. Jacques Le Goff et Pierre Nora, *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1974, 3 vol.

6. Georges Duby, préface à M. Bloch, *L'Apologie pour l'histoire*, Paris, A. Colin, «U.2», 1974, pp. 5-15.

7. Jacques Le Goff, *op. cit.*, p. 31.

8. M. Bloch, *L'Étrange Défaite*, Paris, Gallimard, «Folio», 1990; avec une préface de Stanley Hoffman (première éd. 1946). Sur la biographie de Marc Bloch, cf. C. Fink, *Marc Bloch. A Life in History*, Cambridge University Press, 1989.

vent nécessairement tenir compte du problème de la temporalité. Ce qui différencie la recherche historique des autres disciplines, c'est que le temps est, pour elle, une *contrainte* fondamentale qui organise toute la pratique professionnelle de l'historien. Marc Bloch souligne la nature contradictoire de la temporalité. D'une part, c'est grâce à l'écoulement du temps qu'il existe une continuité entre le passé et le présent, sans laquelle la recherche historique serait impossible (l'historien ne pourrait pas comprendre des mondes qui ont disparu s'il ne pouvait analyser les traces : archives, vestiges, etc. – qui matérialisent ce lien entre passé et présent). Mais d'autre part, c'est aussi l'écoulement du temps qui explique le fossé de plus en plus grand qui nous sépare des acteurs du passé. Et c'est justement parce que ces univers anciens ne sont plus immédiatement compréhensibles pour les hommes du présent que ceux-ci ont besoin de former des spécialistes – les historiens – chargés de produire cette compréhension. Pour Marc Bloch, le métier d'historien est donc entièrement pris dans cette contradiction entre «le lien qu'établit entre (des périodes différentes) le flux de la durée» et «la dissemblance née de cette durée même» (p. 85).

Au-delà du temps, cette dialectique de la présence et de la distance caractérise pour lui le rapport fondamental que le chercheur entretient avec le monde social dans lequel il vit. Si l'historien est totalement tributaire du «présent», ce n'est pas seulement parce qu'il n'a, pour seul matériau, que les vestiges du passé ayant résisté à l'usure du temps. Pour pouvoir comprendre les univers sociaux qu'il étudie, l'historien doit également être un acteur de la vie sociale de son époque. «A la vérité consciemment ou non, c'est toujours à nos expériences quotidiennes que, pour les nuancer, là où il se doit, de teintes nouvelles, nous empruntons en dernière analyse, les éléments qui nous servent à reconstituer le passé : les noms mêmes dont nous usons afin de

caractériser les états d'âmes disparus, les formes sociales évanouies, quel sens auraient-ils pour nous si nous n'avions d'abord vu vivre des hommes?» (p. 96.) Mais ces expériences de «sens commun» font courir le risque à l'historien d'appliquer au monde d'hier les catégories d'analyse qu'il manie dans le présent et de sombrer ainsi dans l'anachronisme, qui est pour Marc Bloch, «entre tous les péchés, au regard d'une science du temps, le plus impardonnable» (p. 176). C'est ce qui le conduit à affirmer que «pour pénétrer une conscience étrangère que sépare de nous l'intervalle des générations, il faut presque dépouiller son propre moi» (p. 158). Ce mouvement d'oscillations perpétuelles entre monde savant et monde social, monde passé et monde actuel, définit, dans *l'Apologie*, le travail propre de l'historien. A la différence du philosophe qui prend le problème de la proximité et de la distance vis-à-vis des autres mondes comme un objet de sa réflexion (souvent pour mettre en cause la légitimité de l'histoire), l'historien appréhende cette contradiction comme une *contrainte inhérente à son métier*. Le travail empirique ne peut commencer en effet, que lorsque cessent les interrogations sur les fondements de la recherche historique. Ce qui fait la différence entre un historien et un philosophe, ce n'est donc pas que l'un s'interroge sur le temps et sur le sens, pendant que l'autre se contenterait d'accumuler les données empiriques. Ce qui les sépare, c'est que l'historien déploie ces interrogations, non pas dans l'abstrait et une fois pour toute, mais dans ses recherches quotidiennes, en les adaptant à chacun des cas concrets qu'il rencontre. Marc Bloch s'efforce de démontrer ce point de vue de façon minutieuse dans les chapitres consacrés à l'observation, à la critique des sources et à l'analyse historique. Je prendrai deux exemples qui illustrent bien sa réflexion. D'abord le problème du langage. S'il le considère comme essentiel – à tel point qu'il estime que la linguistique devrait être enseignée dans

tous les départements d'histoire au titre de «science auxiliaire» de la discipline – Marc Bloch souligne aussi que pour l'historien, il s'agit d'un problème en partie insoluble. Certes son travail n'est possible que parce que les mots fixés autrefois par l'écriture sont parvenus jusqu'à nous. C'est pourquoi, en histoire, «l'avènement du nom est toujours un grand fait» (p. 174). Néanmoins, il faut traiter le vocabulaire des documents comme un «témoignage : précieux sans doute entre tous; mais, comme tous les témoignages, imparfait, donc sujet à critique» (*ibid.*). En effet, si le vocabulaire historique illustre la continuité du temps, ses «imperfections» sont la conséquence de l'écoulement de ce même temps. Les mots ont été figés dans leur écriture initiale, mais leur signification a changé. D'où les risques d'anachronisme et les efforts critiques que l'historien doit fournir dans son travail quotidien pour retrouver le sens que les acteurs de la période qu'il étudie leur donnaient eux-mêmes. Faut-il pour autant essayer d'écrire l'histoire élaborée dans le présent, avec les mots du passé? Marc Bloch ne le pense pas car «estimer que la nomenclature des documents puisse suffire entièrement à fixer la nôtre reviendrait en somme à admettre qu'ils nous apportent l'analyse toute prête» (*ibid.*). Dans ces conditions, on pourrait penser que la solution consiste à fabriquer un langage scientifique composé de mots tous empruntés à notre monde présent. Ce n'est pas souhaitable non plus affirme-t-il car une «nomenclature imposée au passé aboutira toujours à la déformer, si elle a pour dessein ou seulement pour résultat de ramener ses catégories aux nôtres, haussées pour l'occasion jusqu'à l'éternel» (p. 175). En fait Marc Bloch estime qu'il n'y a pas de solution générale à ce problème. L'historien ne peut y répondre que cas par cas, en fonction des circonstances concrètes de sa recherche.

L'autre exemple privilégié dans *l'Apologie* concerne le problème de l'interprétation des

données élaborées par l'historien. Pour analyser la question du jugement historique, Marc Bloch déploie le raisonnement dialectique que nous avons évoqué plus haut. C'est parce que l'historien est lui-même un citoyen du temps présent qu'il est en mesure de porter des jugements sur les actions des hommes du passé. Et il rappelle que Pascal observait déjà que «tout le monde fait le dieu en jugeant : cela est bon ou mauvais». Mais si «dans la vie quotidienne, les besoins de la conduite nous imposent cet étiquetage, ordinairement assez sommaire» (p. 157), les jugements de valeur doivent être proscrits de la réflexion scientifique. Le savant n'a pas à délivrer des sentences comme le fait un juge dans un tribunal. S'il porte des jugements sur les comportements des hommes du passé, c'est pour essayer de mieux les comprendre. Or un grand nombre d'historiens ne parviennent pas à distinguer les jugements qu'ils émettent comme acteurs du monde social dans lequel ils vivent et ceux qu'ils prononcent en tant que chercheurs. «Aux creux réquisitoires succèdent autant de vaines réhabilitations [...]. Les passions du passé mêlant leurs reflets aux partis pris du présent, le regard se trouble sans recours et, pareille au monde des manichéens, l'humaine réalité n'est plus qu'un tableau en blanc et en noir». Ainsi «à force de juger, on finit presque fatalement par perdre jusqu'au goût d'expliquer» (p. 157). En dépit de ce constat sévère, Marc Bloch tient à préciser que dans ce cas non plus, il n'y a pas de solution miracle et «passe partout». La tâche de l'historien qui veut juger sans condamner est rendue d'autant plus difficile qu'il est obligé d'employer des mots du langage courant qui véhiculent souvent des jugements de valeur (par exemple «échouer», «réussir», etc.) (p. 159). Là aussi, c'est au moment de l'enquête que l'on pourra proposer des solutions, en comparant par exemple les résultats obtenus dans l'action par tel ou tel acteur de la scène historique aux objectifs explicitement proclamés.

Communiquer

Un autre aspect essentiel de la réflexion que Marc Bloch développe dans *l'Apologie* concerne la question de la communication du savoir historique. Si l'histoire est une activité sociale, l'historien ne peut pas ignorer, quand il écrit, qu'il s'adresse à d'autres individus qui font partie du même monde social que lui. Mais Marc Bloch estime que cette apparente proximité contribue à masquer le fait que tous les hommes ne parlent pas spontanément le même langage. Il y a là un aspect central de son analyse en étroit rapport, là encore, avec sa conception de l'histoire comme pratique empirique.

L'écriture de l'histoire

Étant donné qu'il voit dans l'historien un intermédiaire entre le monde passé et le monde actuel, entre le monde savant et le monde social, pour lui, écrire l'histoire, c'est essentiellement *traduire* un langage dans un autre afin de mettre en relation ces différents univers. «Ayant les hommes pour objet d'étude, comment si les hommes manquent à nous comprendre, n'aurions nous pas le sentiment de n'accomplir qu'à demi notre mission?» C'est pourquoi ajoute-t-il, «je n'imaginer pas, pour un écrivain, de plus belle louange que de savoir parler du même ton aux doctes et aux écoliers». Mais il ajoute aussitôt qu'«une simplicité si haute est le privilège de quelques rares élus» (p. 69). Le plus souvent, en effet, «entre l'enquête historique telle qu'elle se fait où aspire à se faire et le public qui lit, un malentendu, incontestablement subsiste» (p. 124). Cette incompréhension, Marc Bloch l'impute à la fois à «l'ésotérisme rébarbatif» de certains ouvrages et aux routines de pensée qu'impose dans le public «la prépondérance du triste manuel» (p. 124). Ces «mauvaises habitudes» ont en commun de ne pas fournir aux lecteurs les critères qui

leur permettraient de juger, en connaissance de cause, la valeur des travaux qui leur sont proposés. Dans un cas le langage utilisé, par son hermétisme, est totalement incompréhensible pour les non spécialistes. Dans l'autre cas, c'est l'effort scientifique lui-même qui disparaît derrière les facilités d'une écriture aseptisée. On remarquera que Marc Bloch aborde cette question à nouveau d'un point de vue éthique, puisque son souci premier est de faire en sorte que le public puisse se prononcer sur la légitimité des œuvres historiques. Mais il ne serait en mesure de le faire que si les historiens lui fournissaient les armes de la critique susceptibles d'être tournées contre leur propre travail. Or, trop souvent les livres d'histoire «conspirent à livrer, sans défense, la masse des lecteurs aux faux brillants d'une histoire prétendue, dont l'absence de sérieux, le pittoresque de pacotille, les partis pris politiques pensent se racheter par une immodeste assurance : Maurras, Bainville ou Plekhanov affirment là où Fustel de Coulanges ou Henri Pirenne auraient douté» (p. 124). Quels sont, dans ces conditions, les éléments critiques que l'historien doit intégrer dans ses textes, pour permettre aux lecteurs de les juger? Marc Bloch insiste en premier lieu sur l'importance des notes de bas de pages contre lesquelles, déjà à son époque, s'élèvent certains éditeurs. Selon lui, «ces délicats prouvent simplement leur imperméabilité aux plus élémentaires préceptes d'une morale de l'intelligence. Car, hors des libres jeux de la fantaisie, une affirmation n'a le droit de se produire qu'à la condition de pouvoir être vérifiée; et pour un historien, s'il emploie un document, en indiquer le plus brièvement possible, la provenance c'est à dire le moyen de le retrouver équivaut, sans plus, à se soumettre à une règle universelle de probité» (p. 125). Le deuxième critère de jugement que l'historien peut communiquer à ses lecteurs, concerne le travail d'investigation lui-même. Marc Bloch regrette que, générale-

ment, l'historien efface soigneusement les traces des efforts qu'il a accomplis pour ne présenter que les résultats. «Tout livre d'histoire digne de ce nom devrait comporter un chapitre ou, si l'on préfère, insérée aux points tournants du développement, une suite de paragraphes qui s'intituleraient : "comment puis-je savoir ce que je veux dire?"» (p. 114). Marc Bloch regrette que le public ait «perdu jusqu'au goût du contrôle» et que «le besoin critique n'(ait) pas encore réussi à conquérir pleinement cette opinion des honnêtes gens (au sens ancien du terme) dont l'assentiment, nécessaire sans doute à l'hygiène morale de toute science, est plus particulièrement indispensable à la nôtre». Il estime néanmoins que le fait d'intégrer ces données critiques dans les ouvrages historiques ne nuirait pas à leur lisibilité. «Je suis persuadé qu'à prendre connaissance de ces confessions, même les lecteurs qui ne sont pas du métier éprouveraient un vrai plaisir intellectuel. Le spectacle de la recherche, avec ses succès et ses traverses, est rarement ennuyeux» (p. 114). On peut conclure de tout cela que ce qui fait la spécificité de l'écriture de l'histoire, pour Marc Bloch, tient dans l'effort formel que l'historien doit accomplir pour pouvoir communiquer à la fois les résultats de sa recherche et les procédures qui lui ont permis d'y parvenir.

Les historiens doivent se comprendre

Le deuxième axe de la réflexion de Marc Bloch sur la question du langage concerne la communication entre les chercheurs eux-mêmes. Selon lui, ce n'est pas uniquement par son écriture que l'historien se distingue de l'écrivain. Le monde littéraire est peuplé d'auteurs qui travaillent individuellement à la construction d'une œuvre personnelle, alors que la science de l'histoire progresse grâce à des «travailleurs», c'est-à-dire des chercheurs qui font partie d'une même communauté professionnelle et qui participent tous



9. M. Bloch, «Pour une histoire comparée des sociétés européennes», repris dans M. Bloch, *Mélanges historiques*, 2 t., Paris, Éd. EHESS, 1983; t. 1, p. 40.

ensemble à l'élaboration d'une œuvre collective. C'est là une autre dimension essentielle de la conception de l'histoire comme pratique sociale proposée par Marc Bloch. Il est très important de souligner que, selon lui, les historiens ne doivent pas dépendre directement des jugements du sens commun. Si le public non spécialisé est appelé à juger leur travail, c'est à partir des critères que la communauté professionnelle des historiens a elle-même élaborés, de façon autonome. Mais pour en arriver là, encore faut-il que tous les membres de cette collectivité parlent la même langue. Or, affirme Marc Bloch, cela ne va pas de soi. L'histoire n'a pu devenir une pratique scientifique qu'au prix d'une gigantesque division du travail et d'un effort incessant de spécialisation de ses membres. En effet, «l'apprentissage (de ces connaissances spéciales) est long, leur pleine possession veut une pratique plus longue encore et quasiment constante» (p. 111). Dans ces conditions, «point d'autre remède que de substituer à la multiplicité des compétences chez un même homme, une alliance des techniques préparées par des érudits différents» ; ce qui suppose ajoute-t-il «le consentement au travail par équipes» (p. 112). Un autre aspect de la division du travail inhérente au métier d'historien tient dans l'opposition entre «l'analyse» et le «travail de recomposition» (p. 166). Seule la pratique collective de la recherche peut permettre d'éviter un «schisme entre la préparation et la mise en œuvre», qui serait fortement préjudiciable à l'histoire toute entière. Selon lui, «les grands essais d'interprétation» manquent «au devoir primordial de la véracité» et sont «privés, en outre, de ce perpétuel renouvellement, de cette surprise toujours renaissante que la lutte avec le document est seule à procurer». Inversement, la critique des sources livrée à elle-même «tourne à vide» et aboutit à un «gaspillage d'érudition» (p. 123-24). L'insistance sur la dimension collective du travail

historique apparaît dans beaucoup d'autres passages de *l'Apologie*. Marc Bloch estime que l'histoire est encore une «science dans l'enfance» parce qu'elle est incapable d'impulser vraiment le travail en équipes. Il souligne, au passage, le «curieux travers des sciences de l'homme qui, d'avoir été si longtemps traitées comme un simple genre littéraire, semblent avoir gardé quelque chose de l'impénitent individualisme de l'artiste!». Ces influences littéraires combinées à la spécialisation et la division du travail font que «l'historien définit rarement [...]. Il n'a, jusque dans l'emploi de ses mots clefs, guère d'autre guide que son instinct personnel. Il étend, restreint, déforme despotiquement les significations, sans en avertir le lecteur, sans toujours s'en bien rendre compte lui-même». Pourtant conclut Marc Bloch : «Si rigoureux qu'on les suppose, des langages d'historiens, alignés côte à côte, ne feront jamais le langage de l'histoire.» Ce n'est qu'en travaillant ensemble qu'ils parviendront à «une série d'ententes (qui) permettront de préciser la nomenclature puis, d'étape en étape, de l'affiner» (p. 178). C'est aussi grâce à ce genre de collaborations que l'on parviendra à dépasser les obstacles nés de la diversité des langues nationales. Dès 1928, dans sa communication au Congrès International des Sciences Historiques d'Oslo, Marc Bloch avait proposé «une réconciliation de nos terminologies et de nos questionnaires». Ainsi, «par bonne volonté mutuelle, un langage scientifique commun – au sens élevé du mot, à la fois collections de signes et ordre de classement – se constituera progressivement»⁹. La question du travail collectif en histoire est à ses yeux d'une importance telle qu'il n'hésite pas à affirmer que tout «l'avenir de notre science» dépend de la capacité des historiens à définir «par accord commun [...] quelques grands problèmes dominants» (p. 112).

Le thème de la communication entre chercheurs est abordé également sous un autre

angle dans l'*Apologie*. Pour Marc Bloch, en effet, il ne suffit pas que les membres d'une même communauté donnent la même signification aux termes qu'ils emploient pour qu'ils s'entendent (au double sens du terme). Il faut en plus que chacun fasse preuve, vis-à-vis de ses collègues, d'un effort de *compréhension* comparable à celui qu'il accomplit vis à vis des acteurs du temps passé. Grâce à sa formation et à la pratique quotidienne de son métier, l'historien apprend à ne plus confondre les jugements de valeur qu'il peut émettre en tant que membre d'une communauté sociale (politique) donnée et les interprétations qu'il propose des sociétés anciennes. Cette faculté, Marc Bloch estime qu'il doit aussi la mettre en œuvre dans ses discussions avec ses collègues. «Même pour conduire les inévitables luttes, un peu plus d'intelligence des âmes serait nécessaire; à plus forte raison pour les éviter quand il en est encore temps. L'histoire, à condition de renoncer elle-même à ses faux airs d'archange, doit nous aider à guérir ce travers. Elle est une vaste expérience de variétés humaines, une longue rencontre des hommes. La vie, comme la science a tout à gagner que cette rencontre soit fraternelle» (p. 159). Marc Bloch donne lui-même plusieurs exemples de cette attitude compréhensive dans l'*Apologie*. Sans cacher son opposition à la «raideur des principes» développés par la sociologie de Durkheim, il précise : «A ce grand effort, nos études doivent beaucoup. Il nous a appris à analyser plus en profondeur, à serrer de plus près les problèmes, à penser oserai-je dire à moins bon marché. Il n'en sera parlé ici qu'avec infiniment de reconnaissance et de respect.» (p. 76.) La même rhétorique est utilisée pour évoquer Charles Seignobos. S'il critique sa conception trop prudente de l'histoire, c'est en rappelant qu'il fut «son maître» et un homme d'une «vive intelligence» (p. 77). De même, Marc Bloch ne cache pas ses désaccords avec les auteurs de *L'Introduction aux études historiques*. Mais il



10. Fernand Braudel, «Histoire et sciences sociales. La longue durée», *Annales ESC*, oct.-déc. 1958, repris dans *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969, p. 55.

précise aussitôt : «Mon éducation première a dû beaucoup à leur enseignement et à leur œuvre. Mais ils ne nous ont pas seulement appris, tous deux, que l'historien a pour premier devoir d'être sincère; ils ne dissimulaient pas davantage que le progrès même de nos études est fait de la contradiction nécessaire entre les générations successives de travailleurs. Je resterai donc fidèle à leurs leçons en les critiquant, là où je le croirai utile, très librement, comme je souhaite qu'un jour, mes élèves, à leur tour me critiquent.» (p. 69.) Soulignons au passage que le principe de solidarité qui selon Marc Bloch doit réunir les historiens, fonctionne non seulement de façon horizontale, mais aussi verticalement. Renforcer l'identité collective de l'histoire, c'est assumer à la fois la continuité des générations – en montrant que les nouveaux paradigmes ne constituent pas des ruptures, mais des approfondissements – et la continuité d'un langage disciplinaire : «Il faut que l'historien renonce à détourner inconsidérément de leur sens les mots déjà reçus [...], qu'il s'interdise de rejeter, par caprice, ceux qui ont déjà fait leurs preuves; qu'usant de définitions soigneuses, il le fasse avec le souci de rendre son vocabulaire constamment serviable à tous.» (p. 178)

Chaque science a son langage

Pour Marc Bloch, «chaque science a son esthétique de langage qui lui est propre» (p. 84). Dans ces conditions, il ne peut exister de dialogue interdisciplinaire. Ayant rompu avec les postulats des philosophes positivistes qui prétendaient savoir mieux que ceux qui les pratiquent ce que sont les sciences, il estime que la réflexion sur la science, loin de constituer un «métalangage» qui serait spontanément connu de tous les chercheurs, est un exercice disciplinaire bien codifié : «Cette étude des méthodes pour elles mêmes constitue, à sa façon, une spécialité, dont les techniciens se nomment philosophes.» (p. 78.) On

ne peut le devenir qu'en ayant acquis une formation spécialisée que les historiens, en général, ne possèdent pas, du fait même qu'elle n'est pas indispensable à leur pratique quotidienne. Le refus de tout «métalangage» conduit Marc Bloch à envisager l'histoire comme un «point de vue» particulier, une «perspective que d'autres perspectives devront compléter». Et il ajoute : «le danger commence quand chaque projecteur prétend à lui seul tout voir; quand chaque canton du savoir se prend pour une patrie» (p. 163). Bien que les développements sur ce point soient relativement brefs, Marc Bloch envisage finalement «l'“interdisciplinarité” essentiellement de deux manières : soit il s'agit d'une utilisation par l'historien des méthodes empruntées aux disciplines voisines – en tant que “sciences auxiliaires” – soit il s'agit d'une collaboration entre spécialistes de disciplines différentes visant à résoudre des problèmes empiriques, définis en commun» (p. 112).

Pourquoi faut-il «repartir de ce livre» ?

Épistémologie et atomisation de l'histoire

Si les historiens des *Annales* se sont détournés de *l'Apologie* à partir des années 1970, c'est parce qu'à cette époque une nouvelle conception de l'interdisciplinarité s'est imposée au sein de l'avant-garde historique. Dès les années 1950, Fernand Braudel – confronté à la nécessité de justifier, intellectuellement, à la fois l'existence de la VI^e section de l'École Pratique des Hautes Études (consacrée aux sciences humaines) et la place dominante qu'y occupait l'histoire – avait commencé à s'engager dans cette voie. Selon lui, en effet, l'histoire et les sciences sociales «parlent le même langage ou peuvent le parler»¹⁰. Dès lors, la réflexion sur l'interdisciplinarité ne se limite plus à encourager la complémentarité des compétences, elle se transforme en un immense débat visant à éta-



11. *Ibid.* p. 106

12. P. Veyne, «Foucault révolutionne l'histoire», in *Comment on écrit, op. cit.*, p. 230. Il est vrai qu'à cette époque, la majeure partie des historiens ouverts à l'interdisciplinarité (en histoire économique et démographique notamment) ont une pratique qui reste très proche du point de vue développé par Marc Bloch : travail d'équipe par réunion de compétences disciplinaires diverses autour d'objets empiriques définis en commun. Mais ce qui m'intéresse ici, c'est de montrer qu'à partir des années 1970, dans les milieux acquis à l'interdisciplinarité, la réflexion sur l'histoire est devenue de plus en plus «épistémologique». Du coup ce sont les historiens hostiles aux sciences sociales qui privilégieront les analyses sur la pratique en revendiquant Marc Bloch comme l'un des leurs. Cf. par exemple, G. Thuillier et J. Tulard, *La méthode en histoire*, Paris, PUF, «Que Sais-je ?», 1986 où l'*Apologie* est citée dès les premières lignes de l'introduction.

13. Faut-il préciser que je ne conteste nullement l'intérêt de ces ouvrages (ils ont d'ailleurs joué un rôle essentiel dans ma formation d'étudiant «interdisciplinaire»). Mon but est, au contraire, d'essayer de comprendre pourquoi, en dépit de cet intérêt, les historiens n'ont pas été plus nombreux à s'en emparer.

14. Geoff Eley, «De l'histoire sociale au "tournant linguistique" dans l'historiographie anglo-américaine des années 1980», *Genèses*, n° 7, mars 1992, pp. 163-193.

15. Hans Medick, «"Missionnaires en canot". Les modes de connaissance ethnologiques, un défi à l'histoire sociale ?», *Genèses*, n° 1, sept. 1990, pp. 24-46.

16. «Histoire et sciences sociales. Un tournant critique ?», *Annales ESC*, mars-avril 1988, pp. 291-293.

17. Cf. P. Novick, *That Noble Dream. The «Objectivity Question» and the American Historical Profession*, Cambridge University Press, 1988 et les discussions du forum de l'AHR, «The Old History and the New» (avec T.S. Hamerow, G. Himmelfarb, L.W. Levine, J. W. Scott and J. E. Toews), *American Historical Review*, 1991, vol. 94, pp. 654-698. En complément, on consultera également le débat qui a eu lieu lors de la rencontre annuelle de l'association des historiens américains en 1989, publié dans l'*American Historical Review*, vol. 96, 1991, pp. 675-708.

blir quels sont les critères qui permettent de définir l'espace commun à l'ensemble des sciences humaines. Étant donné que ces dernières ont toutes affaire au temps, pour Braudel, c'est la «longue durée» qui constitue le meilleur point de ralliement interdisciplinaire. Et comme l'histoire est, par définition, la science du temps, il est normal qu'elle soit «à toutes les places du festin»¹¹. Dans ses *Écrits*, Braudel combine ce type de raisonnement avec des réflexions sur les problèmes pratiques de la recherche historique, plus conformes aux préoccupations de ses prédécesseurs. Mais au début des années 1970, une nouvelle génération d'historiens – emmenée par Paul Veyne et Michel de Certeau – pousse à son terme l'évolution amorcée dans les décennies antérieures. Dans l'ambiance universaliste et révolutionnaire qui règne alors dans une partie du monde intellectuel français, c'est en terme de rupture avec le passé et de dépassement des cloisonnements disciplinaires qu'est posé désormais le problème de l'innovation en histoire. Du coup, toute réflexion en terme de «métier» est vue comme une preuve de l'empirisme et du corporatisme traditionnels des historiens, dont justement la discipline tente de se défaire. Cette perspective nouvelle tend à accréditer l'idée que l'histoire ne pourra progresser que si elle intègre les préoccupations théoriques de la philosophie ou des sciences sociales. Pour les uns, c'est le marxisme qui lui donnera les fondements conceptuels qui lui manquent. Pour d'autres, c'est la philosophie foucaldienne, la psychanalyse, la linguistique qui doivent jouer ce rôle. La réflexion historique sur l'histoire est elle aussi appelée à abandonner ses tendances empiristes (qu'illustre l'*Apologie*) pour rejoindre l'épistémologie philosophique. Étant donné que dans cette conception de l'interdisciplinarité, ce sont des critères théoriques extérieurs à la science normale de l'histoire qui définissent la vérité historique, il suffit que les historiens fassent l'effort

d'assimiler ces langages nouveaux pour «révolutionner» la discipline. Comme le dit Paul Veyne à propos de Foucault, son œuvre «déplace les frontières de la philosophie et de l'histoire parce que cela transforme leur contenu à l'une et à l'autre. Ce contenu est transformé parce que ce qu'on entendait par vérité est transformé»¹². Dans cette perspective, les problèmes de communication et d'entente entre chercheurs sont réglés avant même d'avoir été posés et l'on ne s'étonne pas que ces livres, qui ont pourtant pour but de convaincre les historiens, soient écrits dans un langage que l'immense majorité d'entre eux ne comprend pas¹³.

Si les modèles de référence (le marxisme, la psychanalyse, l'anthropologie structurale...) sur lesquels s'appuyait cette nouvelle conception de l'histoire ont été rapidement abandonnés, les historiens interdisciplinaires sont restés fidèles aux principes épistémologiques qui les sous-tendaient. Le présupposé le mieux partagé aujourd'hui chez tous ceux qui débattent sur l'histoire, c'est qu'il existe, ou qu'il peut exister, des problématiques ou des points de vue exempts de présupposés et seuls capables de «rendre compte de la réalité» de façon satisfaisante. L'article de Geoff Eley, publié dans *Genèses*, montre bien qu'actuellement dans le monde anglo-saxon, la plupart des historiens interdisciplinaires s'affrontent au nom de modèles théoriques contradictoires. Les partisans du «tournant linguistique» contestent la légitimité de l'histoire sociale en s'appuyant sur des auteurs, comme Hayden White, qui estiment que le discours est la seule réalité que l'historien puisse appréhender. Du coup, ceux qui restent fidèles à l'histoire sociale d'inspiration marxiste, comme Bryan Palmer, dénoncent des entreprises qu'ils jugent réactionnaires par leur «hédonisme» et leur «irrationalité»¹⁴. L'article de Hans Medick, publié également dans *Genèses*, prouve que ces querelles de légitimité sévissent aussi en Allemagne,

puisque selon lui, l'histoire sociale doit admettre, «qu'elle le veuille ou non», que seule l'anthropologie historique peut rendre compte de ce qu'il appelle de façon très significative, «l'histoire totale de l'homme»¹⁵.

Ces polémiques ont pris, depuis une quinzaine d'années, une ampleur de plus en plus grande dans la recherche historique, au point de provoquer une véritable atomisation des courants interdisciplinaires. Il y a quelques années déjà, le comité de rédaction des *Annales* constatait que cette évolution pouvait conduire, si l'on n'y prenait pas garde, à la «multiplication indéfinie d'expériences individuelles, isolées, dans lesquelles chaque chercheur arrêterait souverainement les règles de son alchimie personnelle» ; ce qui aboutirait à «un nouveau cloisonnement qui ne passerait plus, cette fois, entre les sciences sociales, mais à l'intérieur de notre discipline elle-même sous couvert des nouvelles spécialisations»¹⁶. Les mêmes inquiétudes ont été exprimées dans d'autres pays et notamment aux États-Unis où l'ouvrage de Peter Novick – qui montre comment la communauté professionnelle des historiens a éclaté récemment en une multitude de «chapelles» concurrentes – a été suivi d'un important débat au sein de l'Association des historiens américains¹⁷. La raison majeure de ce processus tient, me semble-t-il, aux nouveaux principes épistémologiques qui se sont imposés dans les milieux acquis à l'interdisciplinarité. Quand tous les historiens parlaient le même langage «empiriste», trois critères principaux permettaient de mesurer la valeur d'une recherche : la nouveauté du sujet, la nouveauté de l'interprétation, la rigueur de la démonstration. Désormais (aux États-Unis en tout cas), dans les milieux «interdisciplinaires», c'est la nouveauté du modèle théorique qui prime. Compte tenu de la théorie de la connaissance sous-jacente à cette épistémologie de l'histoire, chacun de ces modèles exclut les autres. Si les partisans du tournant linguistique ont raison,

l'histoire sociale n'a plus de raison d'être et ainsi de suite. C'est pourquoi les débats théoriques occupent désormais, en histoire aussi, une place centrale dans les luttes de concurrence qui mettent aux prises les universitaires en quête de postes et d'honneurs. Mais comme chaque nouveau concurrent en quête de légitimité doit brandir ses propres références théoriques, la circulation des modèles est de plus en plus rapide et leur «usure» de plus en plus précoce, selon une logique qui a déjà été décrite pour le champ philosophique américain¹⁸. Les discussions scientifiques deviennent d'autant plus difficiles que chacun juge le modèle de l'autre à partir du sien : l'histoire quantitative est critiquée à partir des principes de la micro-histoire; l'histoire des idées à partir des principes de l'histoire sociale et réciproquement. A cela s'ajoute le fait que les historiens – qui ne possèdent pas, en général, une culture philosophique approfondie – puisent dans les écrits théoriques qu'ils connaissent des arguments destinés à alimenter les luttes qu'ils mènent à l'intérieur de leur propre milieu¹⁹. Tout cela explique l'ampleur des «incompréhensions» dont se plaignent de plus en plus les chercheurs, y compris d'ailleurs, les philosophes, mécontents de voir les utilisations triviales qui sont faites de leur pensée²⁰.

Antiréalisme et pragmatisme

Pour ceux qui croient encore à l'interdisciplinarité, la conséquence la plus fâcheuse de cette évolution tient au fait que les polémiques et les divisions renforcent finalement l'histoire traditionnelle qui demeure, aujourd'hui, largement hégémonique, même aux États-Unis, contrairement à ce que pourrait laisser croire l'article de G. Eley cité plus haut. Je voudrais montrer, à présent, en quoi un retour aux thèses développées par Marc Bloch, est susceptible de nous aider à résoudre ces problèmes. Dès les premières



18. Cf. R. Rorty, *Conséquences du pragmatisme*, Paris, Seuil, 1993, notamment p. 382 sq (1^{re} éd. 1982).

19. Toute une série de mots empruntés au vocabulaire philosophique, comme «positiviste» ou «empiriste», sont devenus aujourd'hui des insultes dans le langage des historiens qui les ont ainsi dénaturés.

20. Pour une étude plus détaillée de ces incompréhensions, cf. G. Noiriel, «Foucault and History : The Lessons of a Disillusion», *Journal of Modern History*, n° 66, septembre 1994, à paraître.

21. Hilary Putnam, *Raison, vérité et histoire*, Paris, Minuit, 1984 (1^{re} éd. 1981).

22. Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, p. 102 (1^{re} éd. 1919).

23. Joan W. Scott, *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press, 1988, p. 4.

24. G. Eley, «De l'histoire sociale...», *op. cit.*, p. 185 et 171.

25. Ceci ne signifie pas, bien évidemment, que les innovations théoriques des sciences sociales ne puissent être mises au service de la recherche historique empirique et la faire progresser. Mais cette question doit être impérativement distinguée de celle qui concerne la définition (ou le langage) de l'histoire développée ici.

pages de *l'Apologie*, Marc Bloch souligne que grâce à la mécanique einsteinienne, la théorie cinétique des gaz ou la théorie des quanta, une connaissance peut «prétendre au nom de scientifique», même si elle n'est pas capable «de démonstration euclidienne ou d'immuables lois de répétition». Et il ajoute que dans ces conditions, les sciences humaines n'ont plus besoin «de renoncer à leur originalité, ni d'en avoir honte» (p. 78). En rejetant ainsi l'idée qu'il puisse y avoir des critères universels permettant de légiférer sur la science, Marc Bloch développe, dans son langage d'historien, un point de vue que les philosophes ont défini comme «anti-représentationnaliste» ou «antiréaliste». Dans cette perspective, comme le soulignait Hilary Putnam récemment, il n'existe aucun «point de vue de Dieu», aucune théorie générale, ni critère universel qui permettraient d'évaluer les connaissances à partir d'une position extérieure à la pratique²¹. C'est la même conviction qui a conduit Max Weber à rejeter toutes les querelles sur les fondements de la connaissance. Pour lui, «il n'existe pas de science entièrement exempte de présupposés» et «aucune science ne peut apporter la preuve de sa valeur à qui rejette ses présuppositions»²². Appliqué aux problèmes qui nous intéressent ici, cela signifie que nul ne parviendra jamais à démontrer à un historien qui ne croit pas au «social» la valeur des explications sociologiques; pas plus qu'on ne parviendra à prouver *a priori* la supériorité de l'analyse statistique sur l'enquête de terrain, etc. Pour Max Weber, la valeur heuristique d'un point de vue ne peut être mesurée que si on le met en œuvre dans la recherche empirique, ce qui nécessite de l'accepter au moins comme point de départ afin de pouvoir le juger «de l'intérieur». N'est-ce pas là une conception de l'interdisciplinarité beaucoup plus exigeante que celle qui se contente de ramener à soi la pensée des autres?

Il faut néanmoins ajouter que la mise en œuvre de la perspective «antiréaliste» de Max Weber, ne peut permettre, à elle seule, de résoudre les difficultés actuelles de l'interdisciplinarité. Les courants les plus radicaux de l'histoire américaine utilisent aujourd'hui l'argument qu'il n'existe aucun «point fixe», aucun critère universel de rationalité pour justifier une approche totalement relativiste de la connaissance. Joan Scott, par exemple, rejette l'histoire sociale qu'elle a longtemps pratiquée, au nom d'«une épistémologie radicale» qui emprunte ses principes aux philosophies «post structuralistes» (notamment la «déconstruction» de Jacques Derrida) pour «relativiser le statut de tout savoir»²³. Dans le même ordre d'idée, G. Eley rejette la «théorie de la vérité fondée sur une correspondance» entre le réel et sa connaissance qui caractérise, selon lui, l'histoire empiriste traditionnelle, mais considère, dans le même temps, que «la théorie des différences de sexes transforme les fondements de notre analyse de l'histoire»²⁴. Ce qui frappe dans ces affirmations, c'est qu'elles continuent d'obéir à une épistémologie qui cherche désespérément des fondements théoriques généraux ou de nouveaux «points de vue de Dieu». On peut expliquer cette quête par le fait que la perspective relativiste ne peut être assumée jusqu'au bout sous peine d'interdire tout échange intellectuel. A quoi bon écrire un livre pour défendre une thèse s'il n'existe aucun critère permettant d'évaluer la validité des arguments présentés?

Si les philosophes «antiréalistes» qui se sont penchés sur ce problème ne sont pas tombés dans ce panneau, c'est parce qu'ils ont définitivement rompu avec l'idée que les critères qui fondent la connaissance seraient à rechercher dans une théorie quelle qu'elle soit²⁵. Selon eux, *c'est la communauté des personnes compétentes qui élabore les critères de la vérité dont elle a besoin*. Cette thèse, affirmée avec le plus de force par les pragma-

tistes, se rencontre à des degrés divers aussi bien chez Kuhn que chez Habermas et même partiellement chez Popper. «Ce qui permet à la communauté scientifique de rester une communauté et de gérer pacifiquement ses débats, c'est l'acceptation commune des mêmes croyances scientifiques fondamentales», écrit Michael Polanyi qui ajoute : «ces croyances, par conséquent, peuvent être tenues pour la constitution de la communauté scientifique; elles incarnent son ultime volonté générale souveraine»²⁶. On retrouve dans cette citation, à la fois l'idée weberienne que toute science repose sur des croyances indémontrables et l'idée pragmatiste que la seule façon d'éviter le relativisme «post-moderne», c'est de lutter pour une pratique collective de la recherche. On comprend dès lors l'importance attachée à la question de la communication entre les chercheurs. Pour qu'il y ait validation collective d'un savoir, et donc vérité scientifique, encore faut-il que tous les individus concernés parlent la même langue, bénéficient de la même formation, poursuivent les mêmes objectifs. Pour le pragmatiste américain Richard Rorty, la question du langage joue un rôle essentiel dans la distinction entre science et littérature : «Le fait que le vocabulaire dans lequel les problèmes sont posés soit accepté par tous ceux qui sont supposés apporter une contribution au sujet est l'une des choses qui caractérise une science» et il ajoute que la littérature rassemble «les domaines de la culture qui, de façon tout à fait consciente, renoncent à convenir d'un vocabulaire critique général, et par conséquent à l'argumentation.»²⁷ La notion de communauté dépasse d'ailleurs le strict milieu professionnel. Étant donné que la science repose, en dernière analyse, sur des croyances, tous les citoyens (*via* leurs représentants politiques) sont compétents pour donner leur avis sur les grandes orientations de la recherche scientifique et les savants ne peuvent se retrancher derrière



26. Michael Polanyi, «La science repose sur des croyances», *The Nineteenth Century*, 1949, repris dans *La logique de la liberté*, Paris, PUF, 1989, p. 56, (1^{re} éd. 1951).

27. R. Rorty, *Conséquences...*, *op. cit.*, p. 271.

28. Si l'on excepte une allusion aux «corps académiques, que leur recrutement, favorable à la prééminence de l'âge et propice aux bons élèves, ne disposent pas particulièrement à l'esprit d'entreprise» (p. 113).

leurs spécialisation technique pour refuser de «rendre des comptes» à la communauté des citoyens dont ils font partie. C'est donc la société toute entière qui, en dernière instance, décide des grands principes sur lesquels repose la science. C'est en ce sens que John Dewey affirmait que la démocratie avait priorité sur la philosophie.

Sur quelques prolongements possibles de l'Apologie

Il n'est pas nécessaire, je crois, de souligner combien cette vision des choses est proche de celle que Marc Bloch développait à partir de ses préoccupations d'historien. L'affirmation du primat de l'éthique sur la science, l'insistance sur la dimension collective de la recherche, la volonté d'améliorer la communication entre chercheurs, tous ces points constituent des arguments pertinents et cohérents pour une conception pragmatiste de l'histoire. Le langage de *l'Apologie* – ce «ton un peu trop feutré, chuchotant» qui trahit, selon Georges Duby, «une épaisseur désuète de traditions et d'habitudes» – s'explique en fait par la volonté de favoriser l'expression d'un consensus au sein de la communauté historienne. On conviendra aisément, j'espère, qu'au moment où Marc Bloch écrit ce livre, ce ne sont ni des intérêts de carrière, ni des réflexes conservateurs qui le conduisent à adopter ce ton conciliant. Il reflète tout simplement le point de vue d'un historien qui ne croit plus à l'existence des fondements universels de la science et qui, par conséquent, considère que le seul moyen de produire de la vérité historique tient dans la validation par la communauté historienne elle-même des connaissances fournies par chacun de ses membres. On pourra estimer qu'il s'agit là d'une interprétation «généreuse» de *l'Apologie* (attitude d'ailleurs conforme à la tradition pragmatiste qui laisse à d'autres la stratégie du soupçon). Il est vrai

que certains passages du livre restent prisonniers d'une conception «réaliste» de l'histoire (par exemple quand Marc Bloch affirme que «toute réalité est sociale»). Mais si son raisonnement manque de rigueur, c'est parce qu'il ne possède pas les connaissances philosophiques qui lui auraient permis de défendre sa pratique d'historien avec plus de force. Comme il le dit lui-même dès l'introduction : «A cette lacune de ma formation première, l'essai que voici perdra sans doute beaucoup : en précision de langage, comme en largeur d'horizon.» (p. 78.) Mais, outre le fait qu'aucun historien ne peut prétendre rivaliser avec un philosophe professionnel sur ce terrain, ce qui importe le plus dans *l'Apologie*, c'est la perspective qu'elle nous propose en envisageant la réflexion sur l'histoire davantage comme une sociologie (l'analyse des pratiques empiriques) que comme une épistémologie (la recherche des fondements).

Bien évidemment, cela ne signifie pas que la démonstration de Marc Bloch soit sans défauts. Mais au lieu de la critiquer «de l'extérieur» – comme le fait Georges Duby dans sa préface en jugeant le livre à partir des principes de la philosophie structuraliste foucauldienne – il faut montrer ses limites en partant du point de vue adopté par l'auteur lui-même. La principale lacune que l'on peut alors mettre en évidence tient à la définition restrictive du «métier» d'historien qui nous est proposée. Marc Bloch s'intéresse essentiellement aux techniques, aux savoir-faire, aux tours de main qui caractérisent la compétence de l'historien, mais il ne dit pratiquement rien des relations sociales et des pratiques institutionnelles en dehors desquelles aucune communauté professionnelle ne saurait exister. Si, comme l'a écrit Michel Foucault, toute configuration de savoir suppose des relations de pouvoir, la réflexion sur l'histoire en tant que pratique ne peut être qu'incomplète si elle n'aborde pas l'analyse

empirique des formes de pouvoir qui régissent la discipline. Marc Bloch est quasiment muet sur ce point²⁸ (alors qu'il aurait eu beaucoup à en dire) sans doute parce qu'un tel sujet ne pouvait avoir sa place dans une «Apologie». Mais plus fondamentalement, on peut se demander s'il est possible d'intégrer dans une perspective visant à améliorer la cohésion des membres d'une communauté professionnelle, une analyse sur les pouvoirs que détiennent et que subissent les membres de cette communauté. C'est un constat d'évidence que le pragmatisme spontané dont nous faisons preuve tous les jours en exerçant notre métier de chercheur, nous conduit à ne jamais évoquer publiquement (par écrit) ce dont nous parlons le plus fréquemment «en privé» (oralement). Marc Bloch n'échappe pas à la règle, pas plus d'ailleurs que les partisans de l'épistémologie «révolutionnaire» des années 1970. Il y a là une contradiction sur laquelle devront se pencher tous ceux qui souhaitent prolonger la réflexion de Marc Bloch sur l'histoire.

Une autre limite importante de *l'Apologie* tient à l'utilisation ambiguë du terme «communauté». Bien que Marc Bloch écrive explicitement que toute science «est, à chacune de ses étapes, constamment traversée par des tendances divergentes» (p. 74), son souci de défendre le «métier d'historien» le pousse à développer une conception unanimiste de la discipline qui explique le reproche de «corporatisme» qui a pu être adressé au livre. Mais cette définition restrictive s'explique par le fait qu'à l'époque où Lucien Febvre et Marc Bloch ont élaboré leur réflexion, le cloisonnement institutionnel des savoirs était encore extrêmement fort, ce qui ne permettait guère à un historien privilégiant l'analyse des pratiques de concevoir l'interdisciplinarité autrement qu'en terme d'appropriation par une discipline des découvertes d'une autre. En fait, ce que Marc Bloch cherche à nous dire



29. Les problèmes à peine ébauchés ici sont développés dans mon livre, Gérard Noiriel, *Sur la «crise» de l'histoire*, Paris, Belin, à paraître.

en utilisant le terme de «communauté professionnelle», c'est que tout savoir collectif n'existe que par l'institution qui lui donne sa cohérence. Pour pouvoir se comprendre, pour élaborer ensemble les critères qui définissent les vérités auxquelles ils croient, pour poursuivre les objectifs qui les rassemblent, les membres d'une communauté doivent avoir reçu la même formation, assimilé le même vocabulaire, être liés par les mêmes intérêts fondamentaux. Ce qui nécessite que la communauté en question puisse contrôler à la fois la formation de ses futurs membres et l'accès au marché du travail. Les innovations institutionnelles qui ont accompagné, après la deuxième guerre mondiale, les développements de l'interdisciplinarité, en France comme dans de nombreux pays du monde, permettent de concevoir aujourd'hui la notion de «communauté professionnelle» en terme beaucoup moins autocentrés. On peut ainsi prolonger et rectifier la réflexion prag-

matiste de Marc Bloch sur l'interdisciplinarité en mettant en relief les deux grandes voies qu'elle peut emprunter pour se développer. La première est celle que défendaient les fondateurs des *Annales*. Elle consiste à traduire dans le langage institutionnalisé de la science historique normale – ce fameux langage «empirique» que dénoncent sans relâche depuis vingt ans les théoriciens de l'histoire, bien qu'il n'aient jamais vraiment réussi à démontrer pourquoi cet «empirisme» devait être rejeté – les innovations en provenance des autres disciplines. La seconde, plus difficile à mettre en œuvre parce qu'elle nécessite de combiner la réflexion et l'action, exige que toute nouvelle configuration de savoir s'accompagne d'une redéfinition des relations de pouvoir, pour que chaque nouveau domaine de la recherche puisse bénéficier du soutien institutionnel indispensable à la construction d'une nouvelle communauté et d'un nouveau langage²⁹.